

Distr.  
LIMITEE

CEA/MULPOC/Tanger/II/5 (a)  
PAIT/IAN/NA.1/80  
16 novembre 1981

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre de programmation et d'exécution  
des projets pour l'Afrique du Nord  
(MULPOC de Tanger)

Deuxième réunion du Comité technique des  
experts

Tanger (Maroc), 30 novembre - 2 décembre 1981

RAPPORT DE LA REUNION INTERGOUVERNEMENTALE RELATIVE  
A LA CREATION D'UN INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION  
POUR L'AFRIQUE DU NORD

Rapport de la réunion intergouvernementale relative  
à la création d'un institut supérieur de gestion  
pour l'Afrique du Nord

(Tanger, Maroc, 7-11 janvier 1980)

I. COUVERTURE DE LA REUNION (Point 1 de l'ordre du jour)

1. Une réunion intergouvernementale sur la création d'un Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord, s'est tenue à Tanger à l'hôtel Solazur du 7 au 11 janvier 1980. Elle a été organisée par la Commission économique pour l'Afrique en collaboration étroite avec le CAFRAD qui a fait office d'institution hôte. Cette réunion est le suivi de celle du groupe d'experts qui s'était tenue sur le même thème à Tunis du 2 au 4 avril 1979.
2. A cette réunion ont assisté 13 hauts fonctionnaires des gouvernements égyptien, libyen, mauritanien, marocain, soudanais et tunisien. Des représentants du PNUD, du BIT et du CEEI <sup>1/</sup> ont également assisté en tant qu'observateurs.
3. Son Excellence, Monsieur Larbi Kaissi, Gouverneur de la province de Tanger, a prononcé l'allocation officielle d'ouverture et a souhaité la bienvenue aux représentants et aux observateurs au nom du Gouvernement marocain. Dans son allocation de bienvenue, M. Larbi Kaissi a souligné le rôle fondamental que jouent les dirigeants et les gestionnaires dans la planification et la réalisation des programmes de développement au service de leurs peuples. L'Afrique du Nord, a-t-il ajouté, a besoin de rénover ses expériences en matière de gestion. Il a exhorté les représentants à user de leur sagesse et de leur expérience pour garantir des bases solides à cet institut et invité les Etats membres de la sous-région à lui apporter leur encouragement et leur appui.
4. Au cours de la session d'ouverture, on a également donné lecture du message du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Dans son message, le Secrétaire exécutif a exprimé ses remerciements aux Etats membres qui ont bien voulu prendre en charge tous les frais de leur participation. Il a donné brièvement des informations générales sur le sujet et sur l'objectif de la réunion.
5. Tout en insistant sur l'importance de la réunion, le Secrétaire exécutif a souligné qu'une coopération et une action concertée étaient indispensables à l'établissement de l'infrastructure institutionnelle requise pour développer la gestion et les compétences administratives, qui seules peuvent garantir l'autonomie et l'indépendance économique. A ce propos, dans le message, on a attiré l'attention des participants sur les conclusions et les recommandations de la réunion d'experts qui s'était tenue à Tunis en avril 1979 et a rappelé que les principaux objectifs de cette réunion étaient :

---

<sup>1/</sup> Centre d'études industrielles du Maghreb.

- i) d'aboutir à la décision de créer l'Institut de gestion envisagé;
- ii) si l'Institut était créé, d'aboutir à un accord sur le texte de la constitution de l'Institut;
- iii) de formuler des recommandations sur la nature et le montant des contributions financières des Etats membres au budget de l'Institut.

6. Dans le message, on a insisté en particulier sur la question du siège de l'Institut et les conditions requises pour garantir son fonctionnement effectif. On a également souligné que le pays qui abritera cette institution régionale ou sous-régionale s'engagera à assurer une responsabilité majeure au nom des autres pays africains participants. Le pays qui abriterait l'Institut devait également aider de façon substantielle à son financement, outre sa contribution annuelle normale afin d'assurer son fonctionnement effectif. Cet appui financier pouvait être recueilli pour couvrir les frais de premier établissement en fournissant les bâtiments, le mobilier et le matériel. Il devait en outre accorder des subventions annuelles à l'Institut. Un engagement politique était également essentiel de la part du pays hôte.

7. Le Secrétaire exécutif a conclu son message en exprimant son appréciation pour la coopération efficace du CAFRAD qui a contribué à l'organisation de la réunion et a mis à sa disposition tout l'équipement nécessaire ainsi qu'aux organisations internationales représentées à la réunion.

## II. ORGANISATION DES TRAVAUX

### i) Election du Bureau (Point 2 de l'ordre du jour)

8. Les participants à la réunion ont élu à l'unanimité les personnes suivantes, membres du Bureau :

- Président : M. Driss Alaoui Mdaghri (Maroc)
- Vice-Président : M. Ould Aouffa M'Rabott (Mauritanie)
- Rapporteur : Dr. Kamal Alim (Soudan)

### ii) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

9. Après avoir examiné l'ordre du jour provisoire présenté par le secrétariat, et apporté quelques éclaircissements sur la nature de la réunion ayant donné lieu au rapport, la réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

- 1. Ouverture de la réunion
  - a) Allocution de bienvenue du représentant du gouvernement hôte
  - b) Message du Secrétaire exécutif de la CEA
  - c) Déclarations des représentants qui se sont présentés

2. Election du Bureau
  3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
  4. Discussion du rapport du groupe d'experts sur le projet de création de l'Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord
  5. Projet de résolution relative à la création de l'Institut
  6. Projet de statuts de l'Institut
  7. Programme provisoire de travail et budget de l'Institut
  8. Financement de l'Institut et contributions des Etats membres au budget de l'Institut
  9. Personnel de l'Institut, barèmes des traitements et indemnités
  10. Emplacement de l'Institut
  11. Projet d'accord relatif au siège de l'Institut
  12. Plan d'exécution
  13. Dates, d'une part de la réunion des plénipotentiaires pour l'adoption des statuts de l'Institut, d'autre part de la première session du Conseil d'administration
  14. Questions diverses
  15. Adoption du rapport et clôture de la réunion
10. La réunion a également adopté l'horaire de travail suivant :

9 heures - 13 heures ; 16 heures - 19 heures ou plus tard si nécessaire.

### III. RESUME DES TRAVAUX

#### i) Discussion du rapport du groupe d'experts ( point 4 de l'ordre du jour)

11. Le secrétariat a présenté le rapport de la réunion du groupe d'experts qui s'était tenue à Tunis du 2 au 4 avril 1979, pour examiner la possibilité de créer un Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord. Cette réunion a approuvé par consensus la nécessité de créer une institution autonome, patronnée et dirigée par les pays participants. Il a été également recommandé que l'arabe soit la langue officielle de l'Institut. L'anglais serait une langue de travail complémentaire. La réunion a fixé les différents objectifs que l'Institut devait atteindre, et a exposé les principes directeurs de l'organisation et de la gestion de l'Institut. La réunion a également accepté à l'unanimité que cette institution intergouvernementale soit financée en grande partie par les Etats membres et que des chances égales soient données aux Etats membres pour qu'ils bénéficient des programmes de formation et des divers services offerts par l'Institut. Elle a également recommandé que l'Institut ait son siège soit à Tunis soit à Khartoum.

12. Les participants à la réunion ont alors été invités à examiner les diverses conclusions et recommandations contenues dans le rapport en tenant compte des efforts consentis par les gouvernements pour encourager l'autonomie collective et la coopération dans le domaine de la formation supérieure en gestion. A cet égard, ils ont été invités à discuter du principe de la création de l'Institut et adopter un projet de résolution à ce sujet.

13. Au cours de la discussion sur le rapport de la réunion à Tunis, plusieurs représentants ont souligné que le rapport devait servir de base à la discussion, sans qu'il ne soit nécessairement souscrit aux constatations et conclusions de cette réunion et que la réunion actuelle devait être considérée comme la continuation des efforts collectifs pour améliorer les établissements d'enseignement. La réunion a par conséquent décidé de prendre note du rapport de la réunion de Tunis et de discuter des questions fondamentales dans le cadre des différents points de l'ordre du jour de la réunion.

14. Certains représentants ont voulu savoir si le secrétariat avait pris les dispositions nécessaires pour combler le manque d'informations sur les possibilités de formation en gestion existant dans les Etats membres qui n'ont pas reçu la visite de la mission d'étude sur le terrain. Etant donné qu'aucune mission d'étude sur le terrain s'était rendue en Mauritanie et au Maroc, les représentants de ces pays ont pu présenter respectivement les principales institutions de formation de leurs pays.

#### Mauritanie

15. La Mauritanie possédait deux instituts. Le premier, l'ENA 1/, était chargé de dispenser une formation en administration, en gestion financière et en droit. Le second était chargé de la formation des enseignants. Cependant, cet enseignement s'arrête au deuxième cycle universitaire. En ce qui concerne le troisième cycle, la Mauritanie a recours aux institutions étrangères. Toutefois, la Mauritanie attache une importance considérable à la formation d'étudiants de 3ème cycle notamment en matière de gestion financière, de même qu'à la formation dispensée par les institutions intergouvernementales.

#### Maroc

16. Outre la note de présentation des principales institutions de formation en question, les représentants marocains ont brièvement exposé les principaux aspects de la structure et des programmes de l'ENAP 2/ et de l'Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises (ISCAE). L'ENAP a au cours de ces dernières années réformé les programmes de formation pour répondre aux besoins du pays. Elle a introduit un 3ème cycle et dans le cadre de la formation en gestion, elle dispensait des cours de droit public et privé, de sciences économiques, etc. Ses programmes de 3ème cycle, qui duraient 24 mois, étaient équivalents à une maîtrise. Les programmes de l'ENAP prévoyaient également des stages en entreprise. En outre, l'ENAP organise régulièrement des séminaires sur des problèmes spécifiques à la demande des ministères intéressés.

---

1/ Ecole nationale d'administration

2/ ENAP : Ecole nationale d'administration publique.

17. L'Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises (ISCAE) à Casablanca a mis au point des programmes de formation allant jusqu'au 3ème cycle pour les cadres supérieurs des secteurs public et privé et dispensait des cours sur différents thèmes répartis entre sept départements. Les efforts déployés en matière d'enseignement visaient à répondre aux besoins des entreprises d'où provenaient d'ailleurs les enseignants à mi-temps de l'Institut. Cet Institut disposait de plusieurs avantages dont un centre d'hébergement, un laboratoire de langues, une salle de conférence et un effectif permanent de 52 personnes. Il envisageait par ailleurs de créer un centre de traitement de l'information.

18. Le représentant du CAFRAD a attiré l'attention de la réunion sur une publication du Centre donnant des informations sur l'enseignement en matière de gestion dans les pays africains. Cette publication pouvait être distribuée aux représentants et leur donnait les informations nécessaires sur ce sujet.

19. Les participants ont alors décidé de mettre fin aux discussions générales sur le rapport et de se concentrer uniquement sur les questions fondamentales telle que la nécessité de créer l'Institut envisagé, et de décider du mode de son financement par les Etats membres.

ii) Projet de résolution relative à la création de l'Institut (point 5 de l'ordre du jour)

20. Les participants à la réunion ont examiné le texte du projet de résolution demandant la création d'un Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord. Plusieurs amendements ont été faits, notamment au sujet du nom à donner à l'Institut. La réunion a ensuite adopté à l'unanimité le projet de résolution amendé et l'a adressé à la réunion des plénipotentiaires. Le texte du projet de résolution amendé est joint en annexe à ce rapport.

iii) Projet de statuts de l'Institut (Point 6 de l'ordre du jour)

21. Avant les débats sur le projet de statuts, les participants ont étudié et adopté sans amendements le projet de règlement intérieur devant guider leurs délibérations sur l'adoption des différents projets de documents statutaires.

22. Les participants ont décidé de discuter les points 7 et 9 de l'ordre du jour en groupes de travail restreints alors que les autres points seraient discutés en séance plénière. Toutefois, quelques réserves ont été émises sur cette proposition, étant donné que certaines délégations n'étaient constituées que d'une ou de deux personnes. Un groupe de travail restreint composé d'un représentant de la Tunisie, du Soudan, du Maroc et d'un observateur du CAFRAD a été constitué pour discuter des points 7 et 9, étant donné que la majorité des délégations étaient favorables à la discussion de ces points en groupes de travail restreints. La solution du groupe de travail restreint n'a pas pu être appliquée à cause de l'urgence du travail à effectuer.

23. Le projet de statuts a été revu article par article et adopté. Finalement, le projet de statuts entièrement révisé et amendé a été adopté dans son ensemble tel qu'il figure dans ce rapport.

24. Dans le cadre de la révision du projet des statuts, les participants à la réunion ont discuté de la langue officielle de travail des réunions de l'Institut et ont abouti aux recommandations suivantes :

a) Ses délibérations se concentreraient essentiellement sur la révision du projet de statuts et sur les autres questions importantes. L'examen détaillé des autres aspects de la question tels que les points 8, 9 et 11 serait reporté aux prochaines réunions. Le point 11 serait toutefois examiné dans ses grands traits.

b) Sur proposition de la délégation lybienne il a été recommandé que la documentation utilisée lors de la prochaine réunion de l'Institut, soit en arabe et en anglais. De même, la conduite des débats devait se faire dans ces deux langues.

25. Suite à cette recommandation, le secrétariat a attiré l'attention des participants sur les difficultés et les implications financières qu'entraînait la mise en application de cette recommandation à moins qu'un budget spécial ne soit prévu à cette fin. A ce propos la délégation marocaine a offert l'aide du Maroc en matière de traduction et d'interprétation. Les participants ont pris note de cette offre.

iv) Financement de l'Institut et contributions des Etats membres au budget de l'Institut (point 8 de l'ordre du jour)

26. La délégation marocaine a proposé d'abriter la réunion complémentaire sur l'Institut qui se tiendrait au mois d'avril ou de mai 1980. Elle fournirait également tous les services nécessaires à l'organisation de la réunion. Les participants ont pris note de cette offre.

27. Dans le cadre de la discussion sur le financement de l'Institut et les contributions des Etats membres, les participants ont examiné le document PAITH/IAN/NA.8/79. Ils ont discuté sur le principe de l'appui financier à l'Institut des Etats membres et ont pris la décision par consensus que le financement de l'Institut serait surtout assuré par les Etats membres, mais qu'une aide supplémentaire ou des subventions ayant d'autres origines seraient les bienvenues. La manière de déterminer les barèmes des contributions des Etats membres a été débattue longuement. Le principe de l'égalité des contributions a été examiné sous ses différents aspects par opposition à celui de la contribution calculée sur la base des moyens de chaque Etat. On a également considéré une combinaison des deux principes.

28. Une proposition a été soumise, discutée et adoptée. Cette proposition spécifiait que les Etats membres de l'Institut contribueraient au budget de l'Institut de la manière suivante :

- i) les Etats membres contribueraient à part égale, à 50 p. 100 du budget de l'Institut ;
- ii) les autres 50 p. 100 du budget seraient répartis entre les Etats membres en fonction des indices de contribution des Etats membres à la Ligue arabe.

29. En ce qui concerne le principe de la répartition 50/50 des contributions, une délégation a émis des réserves, deux autres délégations ont rejeté ce principe et se sont exprimées en faveur du principe de la contribution calculée sur la base des moyens tel qu'il est mis en pratique dans plusieurs organisations internationales telles que la Banque mondiale, l'OUA et les Nations Unies.

30. La délégation du Soudan a demandé que l'on mentionne dans le rapport que ce principe de contribution n'était pas favorable aux Etats membres les plus pauvres. Les participants ont toutefois recommandé de donner au Conseil d'administration la flexibilité nécessaire pour décider d'un arrangement, lorsque des circonstances particulières l'exigeaient.

31. Les participants ont retenu que le principe de la contribution 50/50 s'appliquait au budget net de l'Institut, une fois déduits les fonds alloués par les diverses sources et la contribution spéciale du pays hôte.

v) Emplacement de l'Institut (point 10 de l'ordre du jour)

32. Le document relatif au choix de l'emplacement de l'Institut PAI/M/AN/NA.9/79, présentant les différents critères à observer sur le choix de cet emplacement et les obligations du pays hôte, a été examiné par les participants. Le secrétariat les a informés que le Maroc, la Tunisie et le Soudan ont offert d'accueillir l'Institut. Mais, bien que chacun de ces pays ait indiqué les installations d'enseignement prévues pour accueillir l'Institut, aucun d'entre eux n'a quantifié de façon spécifique ses engagements financiers, ni le matériel et l'aide financière qu'il prévoyait de mettre à la disposition de l'Institut. Ceci aurait permis d'établir une comparaison entre ces trois offres.

33. La réunion a examiné attentivement les dix critères retenus pour le choix de l'emplacement de l'Institut (annexe II). Au cours du débat on a précisé :

- i) que les Etats membres devaient avoir des chances égales d'abriter des institutions internationales ;
- ii) que le pays hôte devait offrir un climat politique favorable et une admission libre pour tous les étudiants ;
- iii) que la distance entre les Etats membres et l'Institut devait être prise en considération lors du choix d'un emplacement ;
- iv) qu'une infrastructure institutionnelle adéquate devait être assurée par le pays hôte ;
- v) que la participation de tous les Etats membres aux activités de l'Institut devait être garantie.



34. Les délégations des pays qui s'étaient offerts pour accueillir l'Institut, ont exposé leurs arguments :

Maroc : Le Maroc possédait déjà une expérience considérable en matière d'accueil des institutions internationales et intergouvernementales. Il accueillait déjà de nombreux étudiants étrangers qui poursuivaient leurs études supérieures au Maroc ; il disposait d'une université et de moyens institutionnels appropriés ; la délégation marocaine a affirmé que le Maroc approuvait officiellement les dix critères établis et qu'il répondait à chacun d'eux.

Tunisie : La Tunisie acceptait d'abriter l'Institut mais ne pouvait décrire les moyens qu'elle offrirait avant d'avoir des renseignements de base sur l'Institut. La Tunisie présentait un avantage géographique étant donné qu'elle était à distance égale des autres pays d'Afrique du Nord.

Soudan : Le Soudan était disposé à accueillir l'Institut ; l'Université de Khartoum fournirait les premiers locaux. Le Gouvernement soudanais était prêt à apporter une aide financière supplémentaire à l'Institut en plus de sa contribution annuelle normale ; il était également disposé à apporter son appui politique et à utiliser ses bons offices pour obtenir une aide financière supplémentaire des agences donatrices.

35. Au cours du débat qui a suivi, certains représentants ont demandé des précisions sur les critères 5, 6 et 7 et sur l'importance des moyens que les pays en question se proposaient d'offrir. Certains représentants ont suggéré que cette question soit discutée lors de la première réunion du Conseil d'administration, alors que d'autres représentants ont précisé, qu'étant donné que la question de l'emplacement de l'Institut était l'une des questions principales qu'ils étaient mandatés pour résoudre, ils devaient prendre une décision sur ce point soit par consensus soit par vote secret.

36. Pour ce qui est de la décision à prendre sur cette question, au cours de la réunion, la délégation tunisienne a demandé qu'il soit consigné qu'à son avis il serait irrationnel de décider du lieu sans avoir réuni auparavant les renseignements nécessaires ; en conséquence, la décision devait être prise plus tard. La délégation soudanaise a demandé de son côté qu'il soit consigné qu'il faudrait donner à l'Algérie l'occasion de participer à la décision, soit en reportant celle-ci à une réunion ultérieure, soit en consultant l'Algérie pour qu'elle fasse connaître sa préférence. En réponse, la délégation marocaine a demandé qu'il soit consigné que la CEA avait invité tous les Etats membres intéressés à participer à la réunion et que l'Algérie pourrait participer à toutes les réunions à venir, sans aucune restriction. En fin de compte, la réunion a été d'accord pour résoudre la question par un vote.

37. Un scrutin secret a été organisé dont les résultats sont les suivants :

Maroc	:	4 voix
Soudan	:	1 voix
Tunisie	:	1 voix
Suffrages exprimés :		6

38. L'élection du Maroc a été approuvée par acclamation. Toutefois, le Conseil d'administration devrait en consultation avec le pays hôte, décider de la ville où serait installé l'Institut. La délégation marocaine a remercié les membres de la réunion pour la confiance qu'ils ont manifestée à l'égard de son pays et les a assuré que le Maroc apporterait un soutien total à l'Institut.

- vi) Programme provisoire de travail et budget de l'Institut (point 7 de l'ordre du jour)
- vii) Personnel de l'Institut, barème des traitements et indemnités (point 9 de l'ordre du jour)
- viii) Projet d'accord relatif au siège de l'Institut (point 11 de l'ordre du jour)
- ix) Plan d'exécution (point 12 de l'ordre du jour)

39. Etant donné que les thèmes des points 7, 9, 11 et 12 de l'ordre du jour relevaient des attributions du Conseil d'administration, les participants ont décidé de confier la discussion de ces quatre points à la première réunion du Conseil. Ils ont cependant recommandé que dans le cadre des négociations relatives à l'accord de siège, le Conseil d'administration prenne note des divers accords de siège existant entre le Gouvernement marocain et les autres institutions internationales.

40. En ce qui concerne les exigences budgétaires, le secrétariat a fait remarquer qu'en l'absence d'un budget de l'Institut, il était difficile de mettre à la disposition de la réunion des plénipotentiaires, des services de traduction en arabe. A cet égard, la délégation marocaine a déclaré que le Maroc était disposé à aider à la traduction en arabe des documents de travail et à mettre à la disposition de la réunion, le personnel et l'équipement nécessaire à l'interprétation et à la traduction. Les participants ont pris note de cette offre et ont remercié la délégation marocaine.

- x) Dates de la réunion des plénipotentiaires et de la première session du Conseil d'administration (point 13 de l'ordre du jour)

41. Les participants ont décidé, sauf avis contraire du pays hôte, que la réunion des plénipotentiaires pour la signature des statuts se tiendrait soit au cours de la dernière semaine d'avril, soit au cours de la première semaine de mai 1980. Le secrétariat a été instamment prié d'envoyer suffisamment à l'avance aux Etats membres, les invitations, l'ordre du jour et les documents de travail.

- xi) Questions diverses (point 14 de l'ordre du jour)

42. Aucune autre question n'a été soumise aux participants.

43. Lors d'une précédente séance, un représentant avait demandé qu'il soit mentionné que sa délégation protestait officiellement contre l'absence de services de traduction et d'interprétation arabe à cette réunion. A cet égard, la délégation marocaine désirait qu'on sache qu'il n'avait jamais été demandé à son Gouvernement de fournir ce genre de services pour cette réunion. Il a été recommandé qu'à l'avenir la CEA envisage de fournir tout l'appui logistique nécessaire pour assurer la bonne marche des réunions.

44. Le secrétariat a pris note de la protestation et de la recommandation ci-dessus après avoir expliqué, en s'excusant, comme le premier jour de la réunion, pourquoi il n'avait pas été possible de fournir des services en arabe à la réunion.

45. La rapporteur a présenté le projet de rapport de la réunion ainsi que les statuts de l'Institut tels qu'ils ont été amendés. Après avoir introduit certains amendements, les participants ont adopté le rapport définitif ainsi que les statuts proposés.

46. A la séance de clôture, les représentants ont exprimé leur gratitude au pays hôte, ainsi qu'au CAFRAD, qui avait joué le rôle d'institution hôte, en collaboration avec la CEA. Ils ont également remercié le secrétariat de la CEA, en particulier ses représentants à la réunion, et le personnel technique auxiliaire. Enfin les participants ont remercié les membres élus du Bureau, le Président, le Vice-Président et le Rapporteur. Le Président a déclaré ensuite que la réunion était close.

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION  
POUR L'AFRIQUE DU NORD  
MARCC

STATUTS DE  
L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION POUR L'AFRIQUE DU NORD

STATUTS DE  
L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION POUR L'AFRIQUE DU NORD

Les gouvernements au nom desquels les présents statuts sont signés,

Reconnaissant

- a) L'importance des moyens de gestion efficaces dans le processus de développement des Etats d'Afrique du Nord, à savoir l'Algérie, l'Egypte, la Lybie, la Mauritanie, le Maroc, le Soudan, et la Tunisie;
- b) Qu'un enseignement, une formation et une recherche de niveau supérieur en matière de gestion contribuent largement à l'élaboration de techniques de gestion efficaces dans les Etats susmentionnés;
- c) Que l'ampleur de la tâche à accomplir dans les Etats d'Afrique du Nord en ce qui concerne le perfectionnement des cadres exige que les pays fassent des efforts concertés et coopèrent pour mettre au point et utiliser des programmes et des moyens de formation et de recherche ainsi que des services appropriés de consultants;
- d) Que les moyens existants en matière d'enseignement et de formation de niveau supérieur dans divers domaines spécialisés de la gestion et les possibilités de former des professeurs africains sont très loin de répondre aux besoins des Etats membres;

Rappelant les résolutions 306 (XIII) et 318 (XIII) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, qui avaient trait respectivement à la coopération en matière de formation et d'utilisation du personnel et à la formation au service du développement et dans lesquelles les Etats africains étaient notamment invités à utiliser au maximum les moyens de formation et de recherche dont disposaient les institutions existantes et à mettre en place des institutions et des programmes de formation africains appropriés aux niveaux multinational, sous-régional, dans le but de répondre aux besoins actuels et futurs de l'Afrique en matière de personnel

Prenant note de la recommandation de la mission d'étude sur le terrain de la Commission économique pour l'Afrique concernant la possibilité de créer des instituts supérieurs de gestion sous-régionaux en Afrique et de sa recommandation visant à créer un institut de ce type en Afrique du Nord

Prenant note également des recommandations du groupe d'experts qui s'est réuni à Tunis du 2 à 4 avril 1979 visant à créer dès que possible un Institut supérieur d'enseignement et de formation en matière de gestion pour l'Afrique du Nord (document publié par la CEA sous le code PAMM/MAN/1/79, page 15)

Approuvant la recommandation formulée par la réunion intergouvernementale tenue à Tanger du 7 au 11 janvier 1980, à savoir la création d'un institut supérieur de gestion en Afrique du Nord

Convaincus de la nécessité de créer l'institut de gestion proposé  
ONT CONVENU de ce qui suit :

#### ARTICLE I

##### Création et nature de l'Institut

1. Il est créé, par les présentes, un Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord (ci-après dénommé "l'Institut") qui fonctionnera conformément aux dispositions des présents statuts.
2. L'Institut est une institution intergouvernementale indépendante régie par le principe de la succession en permanence et doté d'un sceau unique.

#### ARTICLE II

##### Siège de l'Institut

Le siège de l'Institut sera établi au Maroc (ci-après dénommé le "pays hôte").

#### ARTICLE III

##### Membres de l'Institut

1. Tous les Etats d'Afrique du Nord à savoir l'Algérie, l'Egypte, la Libye, la Mauritanie, le Maroc, le Soudan, la Tunisie peuvent être membres de l'Institut.
2. Les Etats membres sont les Etats visés au paragraphe 1 du présent article qui adhèrent aux présents statuts.
3. A condition qu'ils expriment clairement leur intention d'adhérer aux présents statuts, les pays visés au paragraphe 1 du présent article qui n'y ont pas encore adhéré peuvent, après l'entrée en vigueur desdits statuts et jusqu'à la date de leur adhésion, utiliser les installations de l'Institut et bénéficier de ses programmes, aux clauses et conditions fixées par le Conseil.

#### ARTICLE IV

##### Objectifs et fonctions de l'Institut

1. L'objectif à long terme de l'Institut est d'améliorer l'efficacité du fonctionnement et de la gestion des organismes et des entreprises du secteur public et du secteur privé des Etats membres en formant des cadres de gestion de haut niveau, en dotant les pays de moyens de formation en matière de gestion, et en adaptant les programmes de gestion aux conditions sociales et économiques de l'Afrique du Nord.

2. Pour atteindre les objectifs susmentionnés, l'Institut devra coopérer avec les institutions et les associations nationales régionales et internationales de perfectionnement des cadres, dans le cadre des activités définies par le Conseil d'administration et, en particulier des tâches suivantes :

a) Promouvoir, organiser entièrement ou en partie ou aider à organiser des cours de formation, des stages, des séminaires ou des colloques destinés à améliorer les compétences et l'efficacité professionnelles du personnel de gestion dans tous les domaines d'activité des Etats membres;

b) Servir de centre spécialisé de formation et de recherche supérieures dans divers domaines pratiques de la gestion en vue de former des gestionnaires spécialisés, des professeurs de gestion, des consultants formateurs, des chercheurs et des rédacteurs de cas;

c) Elaborer et diffuser des documents et du matériel de formation à la gestion ainsi que des techniques et des méthodes pédagogiques destinées à l'enseignement de la gestion et adaptées aux réalités socio-économiques des Etats membres;

d) Favoriser l'arabisation des cours de gestion et l'harmonisation des termes de gestion arabes utilisés dans les différents Etats membres.

#### ARTICLE V

##### Administration et organes de l'Institut

Les organes et la structure administrative de l'Institut sont les suivants :

- a) Un Conseil d'administration;
- b) Un Conseil scientifique;
- c) Le Directeur de l'Institut;
- d) Les enseignants et le personnel administratif de l'Institut.

## ARTICLE VI

### Le Conseil d'administration : composition, pouvoirs et fonctions

#### 1. Le Conseil d'administration comprend :

- a) Les représentants de chaque Etat membre dont la candidature est présentée par le gouvernement dudit Etat en fonction de leurs qualifications, de leurs connaissances techniques en matière de gestion et de leur expérience dans ce domaine ;
- b) Le Secrétaire exécutif de la CEA ou son représentant, membre avec droit de vote ;
- c) Des représentants d'agences ou d'organisations coopérantes que le Conseil peut décider d'inviter à participer à ses travaux sans droit de vote.

#### 2. Pouvoirs et fonctions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est l'organe directeur suprême de l'Institut.  
Il a en particulier pour fonctions :

- a) de déterminer les principes généraux et les politiques régissant les activités de l'Institut ;
- b) d'examiner et d'approuver les programmes de travail et les budgets annuels et à long-terme de l'Institut ;
- c) d'examiner et d'approuver les rapports annuels du Directeur de l'Institut et les progrès réalisés, y compris le rapport budgétaire et financier sur l'exercice écoulé ;
- d) de fixer les contributions annuelles et les contributions spéciales qui doivent être versées par les Etats membres de l'Institut compte tenu du rapport annuel et du programme de travail adopté ;
- e) sur la recommandation du Directeur de l'Institut, de nommer, de promouvoir et de sanctionner le personnel administratif, enseignant et technique de rang supérieur de l'Institut, de déterminer leurs conditions d'emploi, à condition que toute recommandation de ce type faite par le Directeur soit préalablement approuvée par le Comité des nominations et des promotions dont les membres sont choisis par le Conseil d'administration parmi les membres du Conseil scientifique ;
- f) sur la recommandation d'un comité spécial des nominations que le Conseil institue à cet effet, de nommer le Directeur de l'Institut ;



g) de nommer tous les ans des commissaires aux comptes qualifiés afin de vérifier les comptes de l'Institut ;

h) de créer des comités spéciaux ou techniques s'il le juge nécessaire ou souhaitable ;

i) d'autoriser le Directeur, ou tout autre mandataire à solliciter et à recevoir, au nom de l'Institut, des subventions, et autres dons et legs en espèces ou des dons en nature destinés à l'Institut ;

j) d'approuver le règlement financier, le règlement du personnel et les autres règlements de l'Institut ;

k) sur la recommandation du Conseil scientifique, de déterminer les diplômes, certificats et distinctions qui seront délivrés par l'Institut conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 5 de l'article IX des présents statuts ;

l) de présenter, par l'intermédiaire de son Président, aux gouvernements des Etats membres et à la réunion de la Conférence des ministres de la CEA, un rapport annuel sur les activités de l'Institut ;

m) de manière générale, d'exercer toutes autres fonctions qui peuvent être considérées comme nécessaires, souhaitables ou indispensables à la réalisation des objectifs de l'Institut ou qui peuvent y contribuer.

## ARTICLE VII

### Election, pouvoirs et responsabilités du Président du Conseil d'administration

1. Le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration doivent être élus parmi les membres du Conseil ayant le droit de vote.

2. Le Président du Conseil d'administration :

a) convoque les réunions du Conseil et fixe l'ordre du jour ;

b) présente aux Etats membres des rapports annuels sur les activités de l'Institut ;

c) aide le Conseil d'administration à promouvoir les objectifs de l'Institut et à obtenir un financement bilatéral ou multilatéral pour développer l'Institut et appuyer ses programmes d'activité ;

d) s'acquitte des autres fonctions et exerce les pouvoirs qui peuvent être expressément prévus dans les présents statuts ou en découler naturellement, en ce qui concerne la charge de Président du Conseil d'administration, ou qui peuvent lui être expressément assignés ou conférés par le Conseil d'administration.

## ARTICLE VIII

### Réunions du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire au moins une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire s'il en décide ainsi, s'il est convoqué par son Président ou si 3 Etats membres au moins en font la demande.
2. Les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil d'administration se tiennent au siège de l'Institut, à moins qu'elles ne soient convoquées dans un autre endroit en application d'une décision prise lors d'une précédente session du Conseil.
3. Sous réserve des dispositions des présents statuts, le Conseil d'administration arrête son propre règlement intérieur et notamment la procédure à suivre pour la convocation de ses sessions, le quorum et la conduite des travaux lors desdites sessions.
4. Le Directeur de l'Institut conserve des comptes rendus appropriés des délibérations et des décisions du Conseil d'administration.

## ARTICLE IX

### Conseil scientifique

#### Composition

1. Il est établi, par les présentes, un Conseil scientifique comprenant :
  - a) le Directeur de l'Institut, tous les Chefs des départements techniques, le Secrétaire de l'Institut et deux représentants au plus, élus par les membres du personnel enseignant;

b) au plus six spécialistes et praticiens de la gestion nommés par le Conseil d'administration sur la recommandation du Directeur de l'Institut sur la base du rôle qu'ils ont joué dans le perfectionnement des cadres et à condition que la moitié au moins des membres nommés soient des doyens d'institutions de gestion.

2. Le Directeur de l'Institut assumera la présidence du Conseil scientifique.

3. Les membres élus ou nommés au titre des alinéas a) et b) du paragraphe 1 du présent article ont un mandat de deux ans et, selon le cas, ils sont rééligibles ou peuvent être nommés une deuxième fois.

4. Le Conseil scientifique se réunit au moins une fois par semestre en session ordinaire, il peut se réunir en session extraordinaire s'il y est convoqué par son Président ou si un tiers au moins des membres en font la demande.

#### Fonctions

5. Les fonctions et les responsabilités du Conseil scientifique sont les suivantes :

a) examiner les programmes d'enseignement et de recherche, y compris les programmes spéciaux régionaux, qui lui sont présentés par les chefs de départements et soumettre ses recommandations à l'approbation du Conseil d'administration;

b) proposer les diplômes, certificats et distinctions qui doivent être décernés par l'Institut, déterminer les conditions à remplir dans chaque cas et faire des recommandations à ce sujet au Conseil d'administration;

c) entreprendre, chaque année, de réexaminer les programmes et les activités de l'Institut, évaluer les stratégies et les priorités en matière de programmes en fonction des besoins des Etats membres et présenter ses recommandations au Conseil d'administration;

d) arrêter son propre règlement intérieur et édicter les règles régissant les activités du Comité des nominations et des promotions;

e) de manière générale, s'acquitter de toutes autres fonctions qui peuvent être considérées comme nécessaires, souhaitables ou présentant une certaine importance pour maintenir les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité au sein du personnel de l'Institut et pour que les programmes de formation et de recherche de l'Institut soient d'un excellent niveau.

## ARTICLE X

### Le Directeur

1. L'Institut a un Directeur qui est nommé conformément aux dispositions de l'alinéa f) du paragraphe 2 de l'article VI des présents statuts. Le Directeur a un mandat qui peut être renouvelé, la durée des nouveaux mandats successifs n'excédant pas chacun deux ans.

2. Le Directeur est le plus haut fonctionnaire de l'Institut et il est le Chef du personnel enseignant et de l'administration. Il est chargé, conformément aux politiques, aux décisions et aux directives du Conseil d'administration, d'organiser, de diriger et d'administrer efficacement l'Institut.

3. Le Directeur est responsable devant le Conseil d'administration dans l'exercice des fonctions suivantes :

a) assurer la bonne marche de l'administration de l'Institut conformément aux principes généraux, aux politiques et aux règlements arrêtés par le Conseil d'administration;

b) soumettre au Conseil d'administration, pour examen et approbation, le projet de programme de travail et le budget correspondant de l'Institut;

c) exécuter le programme de travail approuvé de l'Institut et assurer la bonne gestion de ses finances;

d) soumettre à l'examen du Conseil d'administration des rapports annuels et des rapports intérimaires sur les activités de l'Institut, y compris des états financiers de ses recettes et de ses dépenses;

e) communiquer au Conseil d'administration le nom des personnes dont la nomination a été recommandée conformément aux dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article VI des présents statuts;

f) nommer les membres du personnel d'un rang inférieur à celui des personnes visées à l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'Article VI des présents statuts;

g) sous réserve des dispositions des présents statuts, s'acquitter des tâches et exercer les fonctions qui peuvent lui être confiées par le Conseil d'administration pour favoriser la réalisation des objectifs de l'Institut;

h) sous réserve des dispositions des présents statuts, fournir des services de secrétariat au Conseil d'administration et à tous les autres organes créés en vertu des présents statuts.

## ARTICLE XI

### Ressources financières

1. Les ressources financières de l'Institut comprennent :

- a) les contributions annuelles des Etats membres;
- b) des contributions spéciales versées par les Etats membres;
- c) les contributions sous forme de dons et de subventions de toute nature accordés par les Etats membres, des organisations bilatérales ou multilatérales, des fondations ou d'autres sources de financement pour appuyer les projets et les activités approuvés par le Conseil d'administration;
- d) les droits de scolarité et autres droits perçus du fait des activités relatives aux programmes de l'Institut, et en particulier des stages de formation et des services de consultants;
- e) les sommes qui peuvent être dues à l'Institut, ou les biens mobiliers ou immobiliers qui lui sont assignés par le pays hôte conformément aux dispositions des présents statuts.

2. L'Institut ne peut accepter de contributions ou d'autres recettes en vertu des dispositions des alinéas b) et d) du paragraphe 1 du présent article qu'après avoir obtenu dans chaque cas l'assentiment du Conseil d'administration et sous réserve des dispositions du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Institut.

## ARTICLE XII

### Budget annuel

Le budget annuel est préparé par le Directeur de l'Institut. Les dates de l'exercice financier et la structure du budget seront celles définies par le règlement financier de l'Institut approuvé par le Conseil d'administration.

## ARTICLE XIII

### Comptabilité et vérification des comptes

Les livres de comptabilité et de vérification des comptes seront établis conformément au règlement financier de l'Institut.

#### ARTICLE XIV

##### Langue officielle

La langue officielle de l'Institut est l'arabe. L'anglais et le français seront utilisés comme langues de travail complémentaires pendant la période de transition.

#### ARTICLE XV

##### Règlements de l'Institut

1. Le Conseil d'administration peut établir des règlements visant à permettre à l'Institut d'atteindre ses objectifs dans de meilleures conditions et, sans préjudice du caractère général de ce qui précède, il peut édicter des règlements :

a) fixant les diplômes, certificats et autres distinctions que l'Institut est habilité à décerner ou à conférer ainsi que les conditions à remplir pour l'octroi de ces distinctions;

b) concernant le régime des examens;

c) fixant le montant des droits ou autres redevances à acquitter pour être admis à suivre des stages de formation de l'Institut ou pour bénéficier de services de consultants;

d) prévoyant les mesures disciplinaires à prendre éventuellement à l'encontre des fonctionnaires et autres employés de l'Institut ainsi que les mesures de contrôle applicables à toute personne qui suit un programme d'études organisé par l'Institut.

2. Les règlements établis en vertu du paragraphe précédent sont communiqués à tous les Etats membres pour information ainsi qu'à toutes les autres organisations et institutions qui s'intéressent aux objectifs de l'Institut.

#### ARTICLE XVI

##### Obligations des Etats membres de l'Institut

Les Etats membres de l'Institut coopèrent de toutes les manières possibles pour aider l'Institut à atteindre ses objectifs, et en particulier :

a) ils prennent toutes les mesures qui peuvent s'avérer nécessaire pour appliquer les décisions du Conseil d'administration;

b) ils facilitent le rassemblement, l'échange et la diffusion de renseignements, de rapports et autres documents relatifs au perfectionnement des cadres, aux services de consultants et à la recherche qui peuvent être demandés par les organes et les fonctionnaires compétents de l'Institut;

c) ils mettent à la disposition de l'Institut des moyens de formation, des services de consultants et des moyens de recherche, à des clauses et conditions qui peuvent être fixées d'un commun accord avec les organes compétents de l'Institut;

d) lorsque cela leur est possible, ils fournissent du personnel national pour les opérations et les activités de l'Institut, à des clauses et conditions qui peuvent être fixées en accord avec les organes compétents de l'Institut;

e) ils versent sans retard leurs contributions annuelles ou spéciales au budget de l'Institut, contributions dont le montant peut être fixé par le Conseil d'administration ou arrêté d'un commun accord dans le cas de programmes ou de projets particuliers qui doivent être exécutés sur leur territoire par l'Institut;

f) ils accordent à l'Institut les facilités, privilèges et immunités qui peuvent être nécessaires conformément aux dispositions de l'article XVIII des présents statuts.

## ARTICLE XVII

### Etats et institutions coopérants

1. Sous réserve des dispositions des présents statuts, le Conseil d'administration peut chercher à instaurer, puis à maintenir une coopération active avec les gouvernements, les organisations ou les institutions qui ne sont pas parties des présents statuts (collectivement dénommés dans les présents statuts "Les Etats et institutions coopérants", et qui désirent aider l'Institut ou ses Etats membres à atteindre les objectifs de l'Institut.

2. Sous réserve des dispositions des présents statuts, le Conseil d'administration peut conclure avec les Etats et institutions coopérants des accords définissant les modalités de coopération de façon générale ou ayant trait à des activités ou des projets particuliers.

3. En application des dispositions du paragraphe précédent, le Conseil d'administration sollicite l'aide des Etats et institutions coopérants pour exécuter les projets approuvés de l'Institut et pour obtenir l'assistance des Etats et institutions coopérants conformément aux dispositions du présent paragraphe.

## ARTICLE XVIII

### Statut, Privilèges et Immunités

1. L'Institut jouit, sur le territoire de chacun des Etats membres au présent statut, de la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts.
2. Le pays hôte accordera à l'Institut les privilèges et immunités reconnus aux organismes internationaux de caractère intergouvernemental, similaires à ceux prévus par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947, ainsi que tous les autres avantages octroyés par la législation nationale à des organismes poursuivant des fins culturelles et de formation, le tout conformément aux termes de l'accord qui sera conclu à cet effet entre le gouvernement hôte et l'Institut.

## ARTICLE XIX

### Amendements

Les présents statuts pourront être amendés par une majorité des deux tiers des Etats membres présents et votants, sous réserve que tout amendement proposé dans un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur des statuts fasse l'objet d'une décision unanime.

## ARTICLE XX

### Retrait ou suspension des membres

1. Tout Etat membre de l'Institut qui souhaite se retirer de l'Institut en informe par écrit le Président du Conseil d'administration et les autres Etats membres avec un préavis d'un an. Si, à l'expiration de ce délai, ledit préavis n'est pas retiré, l'Etat membre cesse d'être membre de l'Institut.
2. L'Etat membre qui a notifié son intention de se retirer conserve sa qualité de membre jusqu'à ce que la notification de son retrait prenne effet. Un Etat membre qui se retire de l'Institut continue à assumer les responsabilités qu'il avait contractées lorsqu'il était membre de l'Institut.
3. Tout Etat membre qui, pendant deux années consécutives, manque aux obligations qui lui incombent en sa qualité de membre en vertu de l'article XVI des présents statuts, est suspendu, sur décision des deux tiers des membres du Conseil d'administration jusqu'à ce qu'il remplisse pleinement ses obligations vis-à-vis de l'Institut.



ARTICLE XXI

Règlement des différends

Tout différend qui peut surgir entre les Etats membres de l'Institut au sujet de l'interprétation ou de l'application des statuts est réglé à l'amiable par accord direct entre les parties. Au cas où il se révèle impossible de régler un différend le Conseil d'administration est saisi de l'affaire par l'un ou l'autre des parties au différend et rend une décision sans appel.

ARTICLE XXII

Dispositions finales

1. Les textes des présents statuts sont en arabe leurs copies certifiées sont en anglais et en français et déposées auprès du Secrétariat exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique avec copies certifiées conformes enregistrées à la Ligue arabe et à l'Organisation de l'unité africaine.
2. Les statuts entrent provisoirement en vigueur dès qu'ils sont dûment signés par au moins quatre des pays visés au paragraphe 1 de l'article III des présents statuts, y compris le pays hôte.
3. Les statuts entrent pleinement en vigueur une fois qu'ils ont été acceptés et approuvés par au moins quatre des pays visés au paragraphe 1 de l'article III des présents statuts, y compris le pays hôte.
4. Les instruments d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
5. Tout Etat visé au paragraphe 1 de l'article III des présents statuts qui désire devenir membre de l'Institut après l'entrée en vigueur des présents statuts, doit en faire part officiellement au président du Conseil d'administration afin qu'il en informe les Etats membres de l'Institut et il devient ensuite membre de l'Institut dès qu'il a déposé ses instruments d'acceptation auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
6. En sa qualité de dépositaire des présents statuts, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique communique aux Etats membres de l'Institut des copies certifiées conformes des présents statuts et les informe des acceptations et des approbations des présents statuts.
7. Aucun Etat ne pourra émettre de réserves aux présents statuts une fois signés.

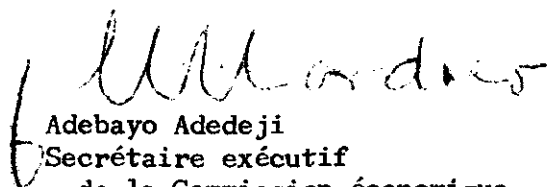
8. Des copies certifiées conformes des statuts seront enregistrées par la Ligue arabe et l'Organisation de l'unité africaine.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé les présents statuts aux dates indiquées en regard de leur signature :

Fait à ..... le .....ème jour de ..... mil neuf cent quatre-vingt et un.

	<u>Etat membre</u>	<u>Représentant autorisé</u>	<u>Signature</u>	<u>Date</u>
1.	_____	_____	_____	_____
2.	_____	_____	_____	_____
3.	_____	_____	_____	_____
4.	_____	_____	_____	_____
5.	_____	_____	_____	_____
6.	_____	_____	_____	_____
7.	_____	_____	_____	_____

Conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 6 de l'article XXIII des statuts de l'Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord, je certifie, par les présentes, que le précédent document est la copie conforme desdits statuts.



Adebayo Adedeji  
Secrétaire exécutif  
de la Commission économique  
des Nations Unies pour l'Afrique

Dépositaire des statuts  
de l'Institut supérieur de gestion  
pour l'Afrique du Nord

PROJET DE RESOLUTION RELATIF A LA CREATION D'UN INSTITUT  
SUPERIEUR DE GESTION POUR L'AFRIQUE DU NORD

Les Plénipotentiaires des gouvernements des Etats de la sous-région de l'Afrique du Nord, réunis à \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ avril 1980,

Conscients de la nécessité pour chaque Etat membre de s'efforcer de parvenir à l'autonomie en matière de personnel d'encadrement à tous les niveaux,

Reconnaissant que la création par le biais d'une coopération sous-régionale, de moyens de formation et de recherche en matière de gestion est indispensable à l'instauration de l'autonomie souhaitée et à l'élimination des obstacles qui, au niveau de la gestion et de l'administration, entravent les efforts de développement,

Sachant que dans la plupart des pays de la sous-région les établissements supérieurs dispensant une formation adéquate dans les divers domaines spécialisés de la gestion sont à l'heure actuelle en nombre limité,

Rappelant les résolutions 306(XIII) et 318(XIII) de la Conférence des ministres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique qui avaient trait respectivement à la coopération en matière de formation et d'utilisation de la main-d'oeuvre et à la formation au service du développement et dans lesquelles les Etats africains étaient notamment invités à utiliser au maximum les moyens de formation et de recherche dont disposaient les institutions existantes et à mettre en place des instituts et des programmes de formation africains appropriés aux niveaux multinational, sous-régional ou régional dans le but de répondre aux besoins actuels et futurs de l'Afrique en matière de main-d'oeuvre,

Acceptant en principe la recommandation du groupe d'experts qui s'est réuni à Tunis (Tunisie) du 2 au 4 avril 1979, visant à créer un Institut supérieur autonome d'enseignement et de formation en matière de gestion de façon à répondre aux besoins de l'ensemble des pays de l'Afrique du Nord dans le domaine de la formation (document de la CEA publié sous la cote PAMI/MAN/1/79, page 15),

Approuvant la recommandation de la réunion intergouvernementale tenue à Tanger du 7 au 11 janvier 1980 visant à créer un Institut supérieur de gestion pour l'Afrique du Nord,

Convaincus de la nécessité de créer l'Institut envisagé,

1. Décident de créer pour l'Afrique du Nord un Institut supérieur de gestion intergouvernemental et autonome;

2. Prient instamment tous les Etats membres de la sous-région de l'Afrique du Nord, y compris la Mauritanie, de coopérer pleinement en vue de faciliter la création de l'Institut et de fournir à ce dernier tout l'appui matériel, moral et politique nécessaire pour lui permettre d'atteindre ses objectifs ;

ECA/MULPOC/Tanger/II/5(a)

PAM/MAN/NA.1/CO

Annexe I

Page 2

3. Demandent au secrétariat de la CEA d'aider les Etats membres de l'Institut à prendre toutes les mesures nécessaires, y compris à mobiliser des ressources matérielles et humaines, en vue de la création et du développement de l'Institut ;

4. Lancent un appel aux organisations régionales et sous-régionales africaines et arabes pour qu'elles fournissent un appui financier à l'Institut et coopèrent avec lui en vue de l'exécution de ses programmes de formation et de recherche.

**INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION POUR L'AFRIQUE DU NORD**

Critères à utiliser pour déterminer  
l'emplacement de l'Institut

On trouvera ci-après les critères à prendre en considération pour déterminer l'emplacement du siège de l'Institut dont la création est envisagée. Il conviendrait que les facteurs d'ordre institutionnel pèsent, davantage dans le choix du pays hôte.

Obligations du pays hôte

1. Les politiques du pays hôte en matière de formation seront de nature à faciliter les études supérieures de gestion aux étudiants de l'Institut.
2. L'infrastructure industrielle et commerciale du pays hôte devra être suffisamment diversifiée pour permettre de renforcer la formation dispensée dans les différentes disciplines envisagées, d'assurer au personnel et aux étudiants la possibilité d'acquérir une expérience industrielle et pratique et de s'intéresser à la recherche.
3. Le pays hôte s'acquittera entièrement des obligations prescrites dans le document ci-joint.
4. Le pays hôte accordera à l'Institut le statut d'institution intergouvernementale autonome habilitée à dispenser des cours inédits et à délivrer des certificats et des diplômes qu'il aura établis, ou lui accordera le statut d'établissement supérieur reconnu par les autres Etats membres.
5. Le pays hôte fournira temporairement les salles de classe et de travail, les locaux destinés au personnel et les bâtiments indispensables à l'Institut jusqu'au moment où les bâtiments permanents de l'Institut auront été construits.
6. Il mettra gracieusement à la disposition de l'Institut un terrain.
7. La contribution financière qu'il versera pour assurer le fonctionnement de l'Institut représentera 20 à 25 p. 100 du budget de fonctionnement annuel de l'Institut.
8. Les enfants du personnel de l'Institut devront avoir librement accès aux établissements d'enseignement primaire et secondaire ainsi qu'aux services médicaux.
9. Le pays devra être doté de voies de communications faciles par air, mer, chemin de fer et route.
10. Il devra enfin disposer d'un environnement propice à la promotion de l'éducation internationale et de la communauté intellectuelle.

List of Participants/  
Liste des participants

PARTICIPANTS

	<u>Name/Nom</u>	<u>Designation/Titre</u>
Egypt/Egypte	Dr. Shawki Hussein Abdallah	Prof. of Business Faculty of Commerce Cairo University Guiza, Cairo
Libya/Libye	Mr. Sadik Lufti Abuagroub	Permanent Secretary <sup>1</sup> Public Service Tripoli
	Mr. Sayyid Faraj El-Alwany	Director-General of Employment Affairs Secretariat of Public Service Tripoli
	Mr. Ali Muhammed Azzawi	Director-General of Planning and Follow-up Public Service Tripoli
Morocco/Maroc	M. Driss Alaoui Mdaghri	Directeur Institut supérieur de commerce et d'administration des entreprises ISCAE Casablanca
	M. Mohamed Birouk	Directeur Ecole nationale d'administration publique 1, Av. de la Victoire Rabat
	M. Mohamed Khlifi	Directeur par intérim de la réforme administrative 281, Av. Mohamed V Rabat
	M. Idriss Fethi	Chef Division des relations internationale Secrétariat d'Etat à l'enseignement Rabat

PARTICIPANTS

	<u>Name/Nom</u>	<u>Designation/Titre</u>
Mauritania/ Mauritanie	M. Lemrabott Ould Aouffa	Directeur adjoint de l'ENA B.P. 252 Nouakchott
Soudan/Sudan	Mr. Galobawi Mohamed Salih	Under-Secretary and Dean of Public Service Ministry of Public Service and Administrative Reform P.O. Box 808 Khartoum
	Dr. Kamal Alim	University of Khartoum Business Administration Dept. Khartoum
Tunisia/Tunisie	M. Mahmoud Triki	Directeur Institut supérieur de Gestion 19, rue Gamal Abdel Nasser Tunis
	M. Ali El Mir	Professeur, Directeur des Etudes de 3ème cycle 1, Av. de France Tunis

OBSERVERS

OBSERVATEURS

CAFRAD	Mr. C. Dzakpasu Mr. M.A. Hassani	Experts CAFRAD P.O. Box 310 Tanger (Maroc)
CEIM	M. Salah Lili M. A. Niang	Experts Centre d'études industrielles du Maghreb 29, Rue de Grenade Tanger (Maroc)
ILO/BIT	M. Kiriloff	Regional Adviser B.P. 414 Dakar (Sénégal)



OBSERVERS/  
OBSERVATEURS

	<u>Name/Nom</u>	<u>Designation/Titre</u>
ECA/CEA	Mr. S.I. Edokpayi	Chief Public Administration, Management and Manpower Division P.O. Box 3005 Addis Ababa (Ethiopia)
	Mr. H. Fakhreddine	Director Multinational Programming and Operational Centre for North Africa MULPOC P.O. Box 316 Tangier (Morocco)
	Mr. J. Spijkerman	Statistician Multinational Programming and Operational Centre for North Africa MULPOC P.O. Box 316 Tangier (Morocco)

Interpreters/  
Interprètes

M. Pascal Dabire	CAFRAD
M. Donald Duff	CAFRAD
Melle Claudine Gosset	15, Av. du Cimetière européen Quartier industriel Sidi Brahim Fès (Maroc)
M. A. Slimi	International Agency B.P. 840 Casablanca

Secretariat/  
Secrétariat

Melle B. Ouazzani	CAFRAD
Melle G. Hampo	ECA/MULPOC